



Original : français

N° : ICC-01/04-01/06

Date : 11 mai 2014

LA CHAMBRE D'APPEL

Composée comme suit : M. le juge Erkki Kourula, juge Président
M. le juge Sang-Hyun Song
Mme la juge Sanji Mmasenono Monageng
Mme la juge Anita Ušacka
Mme la juge Ekaterina Trendafilova

**SITUATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
AFFAIRE
LE PROCUREUR
c/Thomas LUBANGA DYILO**

Public

**Transmission par la Défense de la liste des éléments qu'elle entend utiliser dans
le cadre de l'audition du témoin D-0040**

Origine : Équipe de la Défense de M. Thomas Lubanga Dyilo

Document à notifier conformément à la norme 31 du Règlement de la Cour aux destinataires suivants :

Le Bureau du Procureur

Mme Fatou Bensouda
M. Fabricio Guariglia

Le conseil de la Défense

Me Catherine Mabilie
Me Jean-Marie Biju-Duval
Me Caroline Buteau

Les représentants légaux des victimes

M. Luc Walley
M. Franck Mulenda
Mme Carine Bapita Buyangandu
M. Paul Kabongo Tshibangu
M. Joseph Keta

Les représentants légaux des demandeurs

Les victimes non représentées

**Les demandeurs non représentés
(participation/réparation)**

Le Bureau du conseil public pour les victimes

Le Bureau du conseil public pour la Défense

Les représentants des États

L'amicus curiae

GREFFE

Le Greffier

M. Herman von Hebel

La Section d'appui à la Défense

L'Unité d'aide aux victimes et aux témoins

La Section de la détention

La Section de la participation des victimes et des réparations

1. Conformément à l'ordonnance de la Chambre d'appel du 30 avril 2014¹, la Défense souhaite informer la Chambre d'appel et le Bureau du Procureur qu'elle entend utiliser, le cas échéant, les documents suivants lors de son interrogatoire du témoin D01-0040 :

- DRC-OTP-0127-0061 (EVD-OTP-00574)
- DRC-D01-0003-5977 (EVD-D01-01111)
- DRC-D01-0003-5979 (EVD-D01-01112)
- DRC-OTP-0014-0280
- DRC-OTP-0003-0032
- DRC-OTP-0236-0488

2. La Défense confirme que les documents seront disponibles sur l'Ecourt lundi le 12 mai 2014.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA CHAMBRE D'APPEL :

PRENDRE ACTE des présentes observations.



Me Catherine Mabilles, Conseil Principal

Fait le 11 mai 2014, à La Haye

¹ ICC-01/04-01/06-3083.